

vendredi 25 février 2022
International

Poutine et l'expansionnisme guerrier contre l'Ukraine

Par Dominique Colas

Politiste

La Russie a lancé les premières offensives militaires dans le Donbass aux premières heures de ce jeudi 24 février. Faute de pouvoir anticiper les proportions que va prendre cette guerre, il nous faut comprendre ce qu'est l'État russe de Poutine. La violence étatique qui vise l'Ukraine n'est pas une crise ponctuelle. Elle s'inscrit dans une démarche nationaliste et expansionniste, cohérente avec la politique de négation de l'État de droit menée par le président de la Fédération de Russie.

Tôt le matin du 24 février 2022, Vladimir Poutine a annoncé qu'il lançait une offensive militaire contre l'Ukraine. Le Président russe avance ses explications : l'OTAN menacerait sérieusement et immédiatement son pays et il existerait un « génocide » en cours des Russes en Ukraine. Il veut la « démilitarisation » et la « dénazification » de ce pays. Son gouvernement serait une « junte antipopulaire » qu'il faut juger pour avoir commis « des crimes sanglants », ce qui ouvre la voie à son renversement. Cette logique et cette rhétorique ne sont pas nouveaux et fondent depuis longtemps la stratégie du Président russe.

Les arguments de Poutine sont en œuvre et des missiles atteignent notamment les aéroports ukrainiens, comme celui de Kiev, et d'autres cibles. L'attaque terrestre vient de l'Est depuis la Russie mais aussi du Nord depuis le Bélarus. Faute de connaître les ripostes militaires de l'Ukraine et étant donné l'inégalité flagrante de force entre l'Ukraine et la Russie, nous ne pouvons anticiper les opérations militaires. Mais nous allons analyser les raisons de l'agression russe en essayant de comprendre ce qu'est l'État russe de Poutine.

Le 21 février 2022, Vladimir Poutine a signé un décret de reconnaissance de « la République populaire de Donetsk » et de la « République populaire de Lougansk », autoproclamées en 2014 dans une partie intégrante de l'Ukraine, le Donbass, qui a voté au suffrage universel, comme toutes les régions du pays, le principe de l'indépendance en 1991. Mais peu importe à Poutine qui a présidé le 21 février un Conseil de sécurité, un aréopage qui comprend le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense, et d'autres dont certains seront sanctionnés par les Occidentaux le 23 février.

Cette réunion était télévisée et Poutine a aussi prononcé une allocution télévisée de près d'une heure[1] : c'est un dirigeant qui argumente en abondance ces décisions. Et après avoir signé la reconnaissance de l'indépendance des deux républiques, Poutine a chargé le ministre russe de la Défense d'assurer le maintien de la paix dans ces deux entités. Sur ce, des forces armées russes, anticipant l'offensive deux jours plus tard, ont pénétré dans le Donbass. Et Poutine et son armée ont beaucoup de troupes : plus de 150 000 soldats sont aux frontières de l'Ukraine. Il veut ainsi enterrer les accords de Minsk (2014-2015), qui portaient sur le statut des régions situées dans l'est de

l'Ukraine et ont été signés pour diminuer la tension entre l'Ukraine et la Russie au moyen d'une médiation de la France et de l'Allemagne.

Une ligne de cessez-le-feu a été établie qui s'étend dans le Donbass. Cette guerre a déjà déplacé deux millions d'habitants et a fait au moins 13 000 morts. Le 22 février, Poutine affirme que les aires des « deux républiques populaires » sécessionnistes occupent le Donbass en entier et non la seule partie de cette région qu'elles contrôlent pour l'heure. La menace d'une guerre plus large était dessinée dès ce jour. Et elle se réalise dès le 24 février car avec des armes modernes à longue distance que la Russie possède en abondance, comme les missiles de croisière, l'extension à toute l'Ukraine des opérations militaires est facile. Par ailleurs, Poutine ne reconnaît pas la légitimité du pouvoir ukrainien actuel : pour lui l'insurrection de Maïdan (qui a entraîné le départ du Président pro-russe en février 2014) était un coup d'État, même si plusieurs élections ont établi la légitimité de ses successeurs – c'est pourquoi il considère que c'est une « junte » qui est en place à Kiev, ce qui lui donne un prétexte pour la renverser.

Cette violence étatique qui vise l'Ukraine n'est pas un accident dû à une crise ponctuelle entre deux États mais elle s'inscrit dans la répétition du même schème par la Russie depuis la fin de l'URSS.

Les demandes de Poutine formulées depuis longtemps sont claires : il voudrait que l'Ukraine renonce à rejoindre l'OTAN et il souhaite sa « démilitarisation ». Il voudrait faire de l'Ukraine un « partenaire » de la Russie, comme il dit, ce qui repose sur sa conviction que l'Ukraine n'est pas un État légitime et viable. Il nie brutalement la spécificité de l'Ukraine par rapport à la Russie. Cette volonté nationaliste et expansionniste n'est pas une surprise compte tenu du passé de prédation de la Russie de Poutine qui a tenu des propos nostalgiques de l'URSS depuis au moins 2004. Cette négation du droit à la souveraineté de l'Ukraine, qui inclut éminemment le droit de souscrire un traité, est cohérente avec la politique de négation de l'État de droit et de la société civile qui anime Poutine, si bien qu'il apparaît comme déployant un État de puissance, avec violence dans ses relations politiques aussi bien nationales qu'internationales.

Cette violence étatique qui vise l'Ukraine n'est pas un accident dû à une crise ponctuelle entre deux États mais elle s'inscrit dans la répétition du même schème par la Russie depuis la fin de l'URSS, sans même remonter avant. Au sein de la Fédération de Russie, la Tchétchénie a connu deux guerres, avec un très grand nombre de victimes, de 1994 à 1996 et de 1999 à 2000, gagnées par l'armée russe ; en fin de compte, une dictature locale a émergé.

En 2008, se déclenche une conquête militaire de certaines parties de la Géorgie qui aboutit à ce que deux provinces se séparent de leur État au profit de la Russie. Puis en 2014, invoquant un coup d'État alors que le Président ukrainien a été destitué légalement par la Douma, la Russie soutient militairement des sécessionnistes en Ukraine, dans une partie du Donbass et en Crimée. Cette région-ci sera annexée par la Russie, ce qui débouche sur une guerre qui est globalement arrêtée par les accords de Minsk.

L'agressivité expansionniste de la Fédération de Russie prend tout son sens si on se souvient de sa politique étrangère : intervention militaire en Syrie avec un corps expéditionnaire (2015-2016) ; intervention en Libye (2007) ; intervention en Afrique notamment au Mali (2021) avec le groupe Wagner, une armée de mercenaires liée au Kremlin et obéissant à sa politique[2]. Et on ajoutera que, début 2022, l'armée russe est intervenue au Kazakhstan pour rétablir l'ordre face à des émeutes insurrectionnelles.

La Russie de Poutine est un État qui a beaucoup de difficultés à s'occuper de sa population (notamment en raison de la faible espérance de vie, accentuée par une épidémie de Covid-19 que les autorités ont du mal à juguler) et qui accorde une priorité dans ses politiques publiques à l'armée et à la modernisation de son matériel militaire. Mais dans un système qui n'est pas démocratique les choix et les tensions sont dues à la volonté dictatoriale du petit groupe de dirigeants et parmi ceux-ci, à Vladimir Poutine qui définit la ligne idéologique et stratégique du régime. Et dans celle-ci on trouve, explicitement, une volonté de compenser la fin de l'Union soviétique.

Poutine a affirmé à plusieurs reprises que la fin de l'URSS était une « catastrophe » et il ajoute parfois qu'elle aurait été une « catastrophe humanitaire ». En effet, il se désole du sort des Russes en dehors de la Fédération qu'il dirige parce qu'ils seraient victimes de la perte de lien avec leur patrie, la Russie. Car selon Poutine, l'inclusion d'un citoyen dans un État ne découle pas d'abord de la citoyenneté politique : ce qui détermine fondamentalement l'appartenance à une nation, c'est la langue et la religion mais aussi le « lien de sang » avec sa « famille », donc le groupe ethnique (pour le citer lors son allocution télévisée du 21 février). Ainsi Poutine se veut un russe par sa foi orthodoxe déclarée et il fait une grande publicité à ses visites dans des cathédrales ou des monastères : il participe ostensiblement à des cérémonies religieuses y compris à l'étranger, comme en 2016 à l'occasion d'un voyage en Grèce où il participe au 1000^e anniversaire du monastère russe du Mont Athos.

C'est sur la base de son appartenance au « peuple » russe qu'il a signé un long article en juillet 2021 : « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », qui est le fondement idéologique de l'attaque contre l'Ukraine de février 2022 et dont il reprend beaucoup d'éléments dans son allocution télévisée du 21 février[3]. Il y soutient que les peuples slaves (Russes, Ukrainiens, Bélarusses) sont originellement un « seul » et même « peuple » qui a été séparé par des accidents et des forces négatives.

Poutine est animé par la croyance que les Russes seraient victimes d'une sorte de grande disparition.

Et l'Ukraine est maintenant investie, outre par des « néo-nazis » et des « radicaux », par des forces hostiles à la Russie : l'Union Européenne, les États-Unis, l'OTAN. Il insiste sur l'existence de « russophobes » en Ukraine qui peuvent être dangereux pour les Russes vivant dans ce pays (sans dire que le parti d'extrême droite Svoboda a reçu moins de 2 % des voix aux dernières législatives). Et il insiste sur l'agressivité du nationalisme en Ukraine où l'OTAN serait très actif et puissant. Il est animé par la croyance que les Russes seraient victimes d'une sorte de grande disparition. Pour lui, les Russes en Ukraine seraient « contraints non seulement de renoncer à leurs racines, aux générations ancestrales » mais aussi à croire que la Russie serait leur « ennemi ». La mise sur pied d'une « assimilation violente » reviendrait à la « formation d'un État ukrainien ethniquement pur, agressif envers la Russie, et comparable dans ses conséquences à l'utilisation d'armes de destruction massive contre nous ». Et il craint qu'en conséquence de cette « rupture » violente entre les Russes et les Ukrainiens, « le nombre total de Russes [puisse] diminuer de centaines de milliers, voire de millions[4]. »

Il poursuit cette ligne idéologique et stratégique début 2022 en affirmant que les Russes sont victimes d'un « génocide » dans le Donbass, de quoi justifier une intervention à but « humanitaire ». Cette rhétorique a été reprise dans son intervention du 21 février 2022 où il soutient qu'un « génocide » des Russes au Donbass est en cours. Thème qu'il reprend dans son

adresse télévisée du 24 février pour justifier l'attaque contre l'Ukraine. Ces interventions n'avaient pas pour but de convaincre (même si des citoyens russes ont pu adhérer à ces paroles) mais elle visait le but classique de la propagande idéologique dans les dictatures : interdire de contredire la parole des autorités et bloquer par un discours obligé l'opinion publique.

Les propos de Poutine sur l'Ukraine sont caractérisés par un flot de références puisées dans l'histoire de la Russie. Il présente l'histoire comme une temporalité qui déroule des identités constantes et qui ne serait pas du tout l'édification possible de réalités nouvelles, d'institutions inédites, de pratiques inconnues. Et pour lui une nation ne peut se construire au cours de l'histoire, aussi il cherche dans l'histoire russe des identités constantes et immuables.

Ainsi par exemple il met en avant une figure du Xe siècle, saint Vladimir Ier, qui a obtenu ce titre en se baptisant et donc en convertissant le Rus' kievien (Kiev étant une ville d'Ukraine). Il a inauguré avec le patriarche Cyrille une gigantesque statue de Vladimir Ier près du Kremlin en 2016, pour marquer que la Russie était originairement chrétienne et devait le rester. Et l'Ukraine et le Bélarus partageraient la même identité religieuse. Poutine voit donc avec irritation l'existence d'un patriarcat orthodoxe spécifique, différent de celui de Moscou, qui s'est créé depuis l'indépendance de l'Ukraine. Toutes les particularités de ce pays sont pour lui navrantes et son existence même lui semble accidentelle et dangereuse. « Permettez-moi, dit-il, de souligner une fois de plus que l'Ukraine n'est pas seulement pour nous un pays voisin. Il fait partie intégrante de notre propre histoire, de notre culture, de notre espace spirituel. »

Il attribue à la révolution communiste de 1917 et particulièrement à Lénine une responsabilité majeure dans l'existence séparée de l'Ukraine. Le dictateur bolchevik, dans les débats sur la formation de l'URSS (qui est juridiquement née en 1924), aurait soutenu « les nationalistes » en imposant que l'union des républiques soviétiques se fasse sur la base d'une égalité formelle et il aurait « privé la Russie » d'une partie de son territoire (ainsi le Donbass) en faveur de l'Ukraine. Aussi Lénine a créé le principe de la différenciation des républiques nationales et placé une « mine » qui aurait explosé en 1991, faisant éclater l'URSS. Si bien que les Ukrainiens, au lieu de renverser les statues de Lénine dans un mouvement de décommunisation, devraient dire merci à Lénine ! Et la « dé-communisation » pour eux signifierait la modification de leurs frontières au profit de la Russie.

Cependant Poutine oublie le refus de Lénine de permettre à l'Ukraine à devenir indépendante et souveraine, et il oublie aussi l'invasion de la Géorgie par l'Armée Rouge en 1920. Surtout, il feint d'oublier que la structure de pouvoir exerçant la dictature était le Parti communiste bolchevik et non l'État. Le but de Lénine n'était pas « l'autonomisation » des républiques soviétiques mais de ne pas apparaître comme un oppresseur afin de séduire les peuples colonisés[5]. Poutine fait donc de l'Ukraine une nation qui aurait été produite par l'histoire du communisme et, bien sûr, sans analyser la consistance de ce pays qui cherche à élaborer un régime démocratique. Alors que la Fédération de Russie est enfermée dans un système autoritaire promu par ses dirigeants.

S'il n'existe pas d'État de droit en Russie, on n'y trouve pas non plus de société civile car l'ensemble des organisations non gouvernementales y sont menacées.

L'article 1er de la Constitution russe de 1993 affirme que « La Russie est un État de droit ». Mais cette formule a perdu de ses connotations au fur et à mesure qu'elle était de plus en plus utilisée pour des régimes divers, et dans le cas de la Russie, elle a perdu tout sens. L'État de droit n'a de portée politique que s'il garantit les droits individuels des citoyens, s'il essaye de répondre aux demandes de ceux-ci et s'il dispose d'instances juridiques indépendantes. Pas d'État de droit sans

défense des droits des citoyens car sinon l'État et le citoyen sont dans des situations asymétriques au profit du premier.

Or il suffit de prendre l'affaire Alexeï Navalny pour juger que la justice russe est inféodée au pouvoir politique. Car Navalny, un militant anti-corruption, est un opposant politique plusieurs fois condamné à de l'emprisonnement et qui a été écarté de compétitions électorales. Il a été victime d'une tentative d'empoisonnement par le pouvoir en août 2020 avant d'être condamné à deux ans et demi de prison en février 2021. La Cour européenne des droits de l'homme demanda sans effet sa libération. On peut relever aussi une violation de l'État de droit due aux manipulations de Poutine pour se maintenir au pouvoir, infiniment. Après avoir été élu deux fois à la présidence de la République de la Fédération de Russie, il demande à son Premier ministre Medvedev de se substituer à lui. Et après le mandat présidentiel de son acolyte, alors que Poutine était Premier ministre, celui-ci se fait élire à nouveau[6]. Après deux nouveaux mandats de suite, une modification de la constitution lui permettra de se faire réélire de nouveau : il pourra se maintenir au pouvoir jusqu'en 2036 !

Mais s'il n'existe pas d'État de droit en Russie, on n'y trouve pas non plus de société civile car l'ensemble des organisations non gouvernementales y sont menacées. Aussi l'appel du Président ukrainien le 24 février 2022 à la « société civile » russe pour s'opposer à l'invasion de son pays risque de ne pas avoir d'écho. La faiblesse extrême de la société civile russe est patente. En témoigne l'interdiction qui pèse sur une des plus efficaces ONG, Memorial, dont Andreï Sakharov fut un des fondateurs. Cette association s'efforçait de maintenir la mémoire des victimes du communisme mais aussi des victimes du post-communisme. Elle a été dissoute avec l'aval de la Cour suprême de Russie fin décembre 2021, sous prétexte qu'elle n'obéissait pas aux contraintes auxquelles elle était soumise « en tant qu'agent de l'étranger », un statut qui venait des contributions extérieures à la Russie qu'elle recevait. Memorial accumulait les preuves des exactions de la période communiste et le procureur l'a accusée de créer une fausse image de « l'URSS en tant qu'État terroriste » et de chercher à « réhabiliter des criminels nazis ». Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a affirmé que les autorités russes devraient revenir sur les décisions de dissoudre Memorial et devraient cesser « de se montrer hostiles envers la société civile indépendante, les médias et les défenseurs des droits de l'homme[7] ». Mais le pouvoir russe ne veut pas accepter une autre narration de l'histoire russe et soviétique que la sienne.

Les dirigeants de la Russie et Poutine en tête sont hostiles à une vie active de la société civile, et l'État de droit leur est étranger, si bien que leur registre est celui d'un État de puissance qui conduit à une idéologie nationaliste et à des pratiques d'expansion impériale. L'État de puissance ne veut pas de résistances significatives dans la société civile et il n'est pas régi par le droit national et international. Du même coup, il se comporte avec la société comme s'il était en guerre avec elle, par un déploiement constant de mesures qui la brident et en s'opposant aux mouvements qui l'animent. On peut le voir par exemple à l'absence de syndicats puissants en Russie : les citoyens ne sont pas organisés pour résister aux mesures qui les menacent ou pour formuler des demandes collectives qui les avantagent ou les protègent.

La passivité n'est pas générale et on aurait tort de supposer qu'elle est intériorisée dans la psychologie des habitants. Ainsi le jour du 149e anniversaire de Lénine, une grande banderole clandestinement posée sur la base d'une grande statue de Lénine au métro Octobre à Moscou porte

le slogan : « Sujet au démontage dans le cadre de la décommunisation[8] ». Mais évidemment la banderole ne reste en place que brièvement. Car l'État de puissance ne peut admettre la dissidence.

L'État de puissance a une propension à faire la guerre et son régime normal est l'expansion territoriale par la conquête comme en témoigne la Russie de Poutine. Il n'a aucun respect pour le droit, pour la négociation et le compromis. Pour les dirigeants d'un État de puissance, les autres États sont soit des alliés alignés, soit des ennemis menaçants. Selon Poutine, l'Ukraine doit donc soit être un « partenaire » soit disparaître comme État souverain. Poutine est persuadé que l'Ouest et l'OTAN ont déterminé le territoire de l'Ukraine comme un futur « champ de bataille contre la Russie ». Et il redoute – c'est une crainte qu'il énonce dans son allocution télévisée du 21 février 2022 – que l'Ukraine devienne une puissance nucléaire alors même que la Russie est une superpuissance nucléaire ! Cette projection enferme Vladimir Poutine dans un discours de persécution et d'agression dont on ne voit pas comment il pourrait sortir.

Dominique Colas

Politiste, Professeur à Sciences Po